

RAPPORT D'ACTIVITE 2015



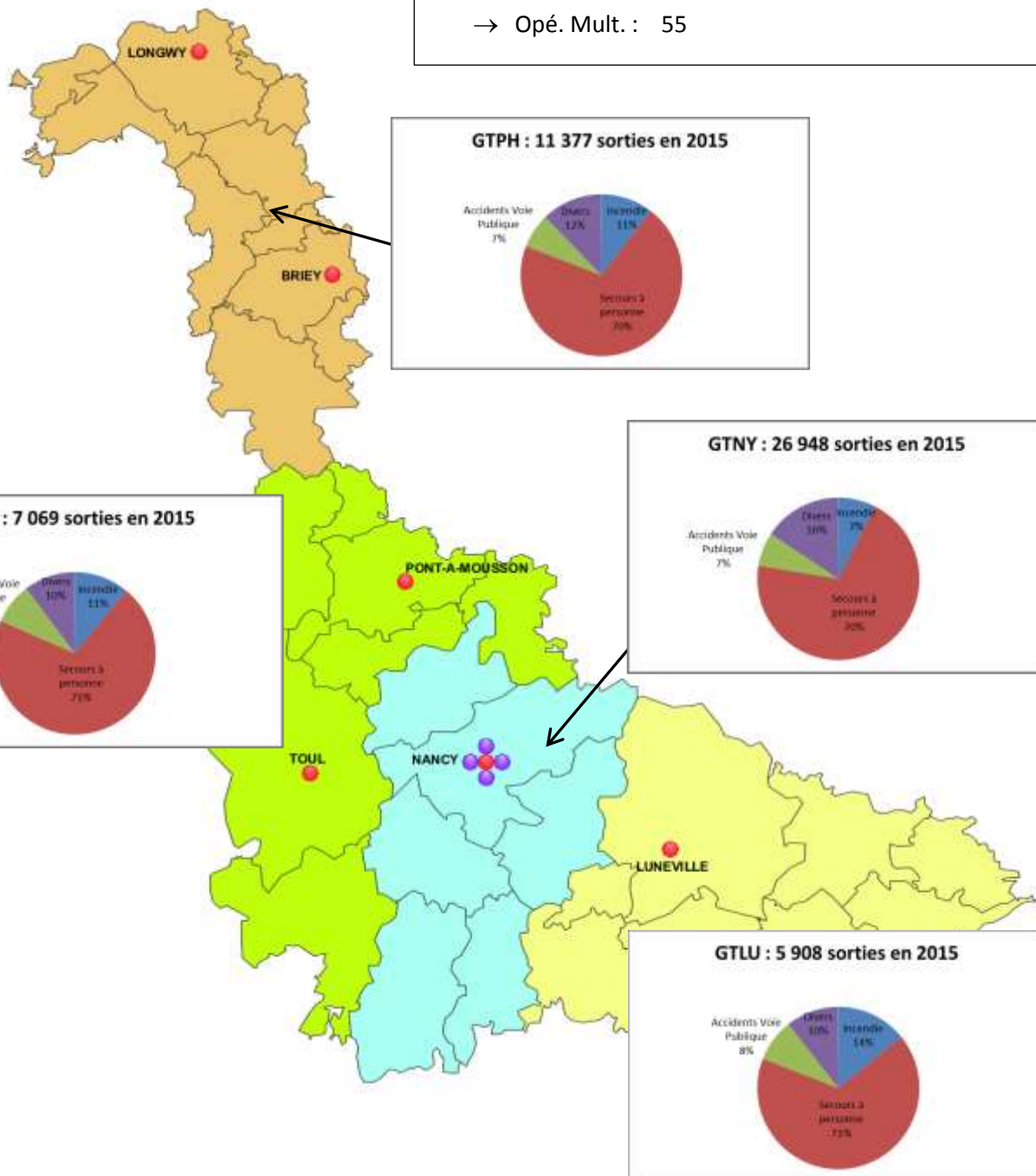
SOMMAIRE

	<i>PAGE</i>
<i>L'ACTIVITE OPERATIONNELLE</i>	<i>3</i>
<i>I. BILAN DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE EN 2015</i>	<i>3</i>
<i>II. DE LA PREVISION A LA COORDINATION OPERATIONNELLE</i>	<i>5</i>
<i>III. LA PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE</i>	<i>7</i>
<i>IV. LA SANTE ET LE SECOURS MEDICAL</i>	<i>12</i>
 <i>LES SOUTIENS DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE</i>	 <i>17</i>
<i>I. LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LOGISTIQUE</i>	<i>17</i>
<i>II. LES RESSOURCES HUMAINES ET LA FORMATION</i>	<i>25</i>
<i>III. LES ACTIVITES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES</i>	<i>30</i>
<i>IV. LES SYSTEMES D'INFORMATIONS ET LES TRANSMISSIONS</i>	<i>31</i>

I. - Bilan de l'activité opérationnelle en 2015

Bilan cumulé des interventions sur le département en 2015 :

- Incendie : 3 133
 - S.A.P. : 33 002
 - A.V.P. : 2 413
 - Divers : 5 992
 - Opé. Mult. : 55
- Soit un total de **44 595** interventions



Parmi les interventions marquantes pour l'année 2015, on peut citer :

- le 18/03/2015 : intervention à caractère radiologique à la Faculté de Sciences à VANDOEUVRE-les-NANCY
- le 19/04/2015 : Feu de forêt commune au plateau de MALZEVILLE - LAY ST CHRISTOPHE
- le 24/05/2015 : Feu industriel à CUSTINES
- Nombreux incendies de broussailles/chaumes/récoltes sur pied lors de la période estivale et caniculaire : 88 interventions en 2015
- Nombreux feux avérés de bâtiments agricoles : 26 interventions en 2015
- le 26/07/2015 : intervention pour fuite d'acide fluorhydrique à la société Brentag à TOUL
- le 23/07/2015 : feu de forêt commune de SAIZERAI
- le 02/08/2015 : incendie du magasin BRICOMARCHE à ECROUVES
- le 27/08/2015 : relevage wagon transport de matière dangereuse à TOUL
- le 09/09/2015 : intervention sur un obus - une victime à l'ESOL ESSEY et MAIZERAI
- le 21/09/2015 : fuite de Gaz enflammée Bâtiment le Corbusier à BRIEY et en façade de la Cité Radieuse
- le 22/10/2015 : feu d'habitation à LANEUVEVILLE-AUX-BOIS, habitation totalement embrasée avec risque de propagation aux habitations mitoyennes
- le 07/11/2015 : feu d'habitation à JARNY (6 défenestrés, dont 2 enfants – 1 victime, 5 blessés graves et blessés légers)
- le 13/11/2015 : odeur suspecte au collège de BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON, odeur d'hydrocarbure (évacuation de 363 élèves)
- le 14/12/2015 : AVP poids lourd de matière dangereuse à VILLERS LA MONTAGNE
- le 19/12/2015 : détection CO Eglise de MAIZIERES (50 victimes évacuées)

L'été caniculaire de 2015 a impacté fortement l'activité Secours à Personnes, avec une augmentation de près de 14% par rapport à l'année dernière, pour le mois de juillet, et une activité incendie importante sur 2 mois, multipliée par 2 par rapport à 2014, notamment liée aux feux de broussailles ou de récoltes.



Feu Bricomarché Ecrouves



Feu de chaume à Réméreville

II. - De la prévision à la coordination opérationnelle...

A. La planification et la prévision opérationnelle

La planification et la prévision opérationnelle couvrent différentes activités menées au quotidien :

- Participation à 12 CODERST
- Supervision et suivi de 643 dossiers en matière d'urbanisme, dont 55 projets industriels et 70 PLU
- DECI : 3 781 Points d'Eau Incendie contrôlés (objectif non atteint en raison de la sécheresse estivale), réception et intégration de 107 nouveaux PEI.
- Concernant la planification :
 - POI : avis concernant les POI SNOI Vilcey sur Trey, SFDM Limey Remenauville, MERSEN Pagny sur Moselle, SITA France Déchets à Jeandelaincourt.
 - PPI : avis concernant le CAL Ecrouves
 - contrôle, validation et diffusion de 10 ETARE.

Au-delà de ces activités récurrentes, le SDIS est amené à intervenir lors de grands Rassemblements (exemple du défilé de la Saint Nicolas à Saint Nicolas de Port en 2015) et manifestations sportives, et participe aux Commissions Départementales de Sécurité Routière.

B. La coordination opérationnelle

L'activité de coordination opérationnelle suppose la mise en œuvre d'exercices départementaux, en lien avec les groupements territoriaux concernés, et le suivi des interventions relevant des missions non obligatoires du service faisant l'objet de facturations.

- Exercices départementaux :

PLAN ORSEC NOVI						
Groupement	Lieu	Date	Thème	Nombre de SP	Nombre d'Engins	Durée exercice
Nancy	Velaine-en-Haye	26 mars	Accident de circulation entre un bus et plusieurs voitures	98	41	2h00
Lunévillois	Lunéville	14 mai	Accident ferroviaire à la gare	102	34	2h00
Pays-Haut	Tiercelet	21 mai	Accident de circulation entre un bus et plusieurs voitures	105	31	2h00
Pont-à-Mousson/Toul	Toul	27 juin	Accident de circulation entre un bus et une voiture	110	33	2h00

- Bilan des interventions faisant l'objet d'une facturation :

Lors de certaines manifestations, des piquets de sécurité sont assurés par les personnels et moyens du SDIS. Ces interventions font l'objet de facturations, dont voici le bilan pour 2015 :

Piquets de sécurité	Sécurité du feu d'artifices du 14 juillet à Nancy Sécurité maintenance wagon d'épichlorhydrine le 27 août Toul et sécurité du Stade Marcel Picot Nancy - Nancy	11 170,58 €
Interventions	13 pollutions, 7 réquisitions et 83 interventions « ascenseurs »	93 108,79 €
Conventions opérationnelles, plans secours	APRR : 11 interventions SANEF : 17 interventions	12 083,76 €

Au-delà de ces éléments, l'année 2015 a été l'occasion de mener un certain nombre de projets d'envergure :

- suivi du tableau de bord avec la commission d'observation et de proposition.
- réalisation du Protocole bipartite, signé sous l'autorité de M. le Préfet, entre le CHU Nancy et le SDIS.
- signature du protocole Police Gendarmerie, police et SDIS sur la protection des sapeurs-pompier
- mise à jour des emplois, activités et aptitudes médicale pour le calcul d'armement des engins en fonction de la disponibilité (GIPSI, Formation, SSSM)
- formation des chefs d'agrès à une équipe : lors de la FMA CA1 2015 une demi-journée a été organisée au CODIS, encadrée par un opérateur de Traitement des Appels d'Urgence : 45 sessions de FMA assurées.

C. Les Systèmes d'Information Géographique : au service de la planification et de la coordination opérationnelle

La mise en place progressive de la cartographie numérique suppose la fiabilisation des données, ce qui a été poursuivi cette année :

- Réalisation d'une veille technologique : mises à jour quotidiennes de la voirie, des points d'eau et des bâtiments issus des remontées d'informations du CODIS, des groupements, de la prévention et des collectivités locales ;
- Nouveaux paramétrages concernant la mise à jour des poteaux incendies et points d'eau permettant de fiabiliser la donnée cartographique et le calcul de la DECI ;
- Optimisation du Serveur SIG permettant une plus grande stabilité dans la montée en charge

Les SIG tendent à innover pour mieux répondre au besoin opérationnel. Ainsi, différents projets ont pu être menés ou sont en cours de déploiement :

- en matière de cartographie web : stabilisation du serveur web carto
- concernant les tablettes mobiles : abandon du projet de déploiement des tablettes mobiles suite à un bilan non satisfaisant des tests, mais réflexions en cours sur l'emploi de tablettes « grand public » pour de la documentation et de la cartographie embarquées et l'utilisation d'un système de guidage type GPS.

Parmi les autres réalisations abouties durant l'année, on peut citer :

- l'édition et la mise à jour de tous les parcellaires avec papier haute capacité d'absorption
- l'édition, impression et diffusion de cartes papier et plans particuliers grand format
- la réalisation de cartes murales pour l'ensemble des casernes

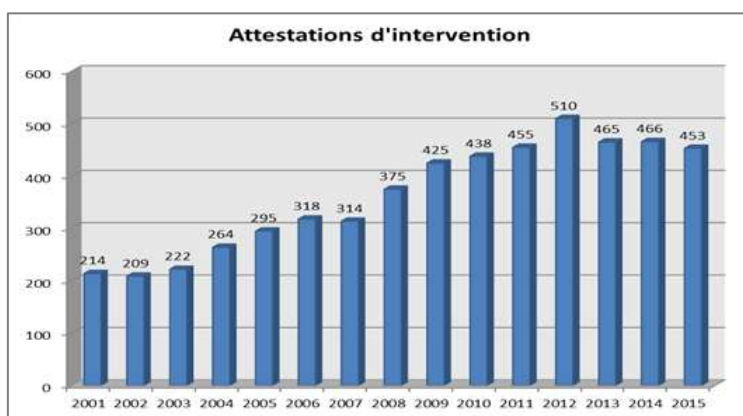
- la réalisation de cartes thématiques : réactualisation des cartes d'isochronies

D. Au cœur de la planification et de la coordination opérationnelle : le CODIS-CTA, *déclencheur* de l'activité opérationnelle

L'activité du CODIS-CTA implique des formations régulières des agents concernés, telles que : FAE « chefs de salle » et diverses FMA (chefs de salle, OTAU, OCO). Ces FMA CODIS viennent en complément des FMA secourisme (2), des FMA de Tronc Commun pour les agents prenant des gardes en CIS et des FMA de spécialité.

Par ailleurs, le CODIS accueille régulièrement des personnes extérieures (stagiaires, étudiants, etc), venant en découvrir l'organisation et le fonctionnement.

Enfin, le CODIS-CTA traite des demandes d'attestation d'intervention : il s'agit ici de répondre aux personnes secourues qui sollicitent une attestation en vue de réaliser un dossier d'indemnisation auprès des sociétés d'assurance. Le bilan de l'évolution de cette activité est retracé ci-dessous :



III. – La Prévention des risques d'incendie

A. L'activité de prévention des risques d'incendie

La Sous-Commission Départementale (SCD)

Elle s'est réunie à 18 reprises en 2015 pour étudier les dossiers de permis de construire, les projets d'aménagements, d'autorisation de travaux et les demandes de dérogations au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

957 dossiers ont été examinés :	
- 1 ^{ère} à 4 ^{ème} catégorie :	449
- 5 ^{ème} catégorie :	482
- parc de stationnement :	9
- I.G.H. :	17

Après une baisse d'activité de 11,5% en 2014 (861 études et visites d'ouverture), l'activité de la SCD en 2015 est la plus forte des 5 dernières années avec **une augmentation de 15,3 % de l'activité par rapport à 2014.**

Evolution d'activité de la Sous-Commission Départementale sur les 5 dernières années :

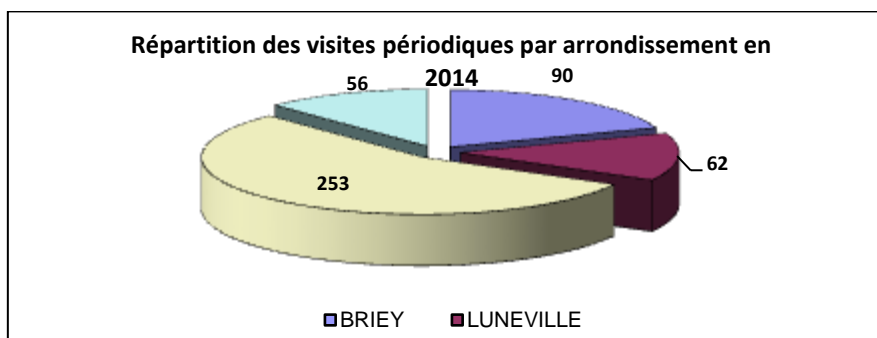
	2011	2012	2013	2014	2015	
Réunions plénières	18	17	18	17	18	
Visites d'ouverture	9	14	29	20	37	
Nombre total de dossiers examinés et de visites périodiques	989	906	976	861	993	Dont 957 études et 37 visites périodiques
<i>dont les demandes de dérogation</i>	40	38	23	32	42	
AVIS FORMULES						
Favorables	870	827	876	803	925	
Défavorables	115	68	67	42	46	
Non délibérés	4	11	33	22	22	

Les Commissions de Sécurité d'Arrondissement (CSA) :

Elles sont au nombre de 4 : Les visites sont réalisées en commissions plénières de commission d'arrondissement (CSA) ou en groupe de visite (GV) de la CSA.

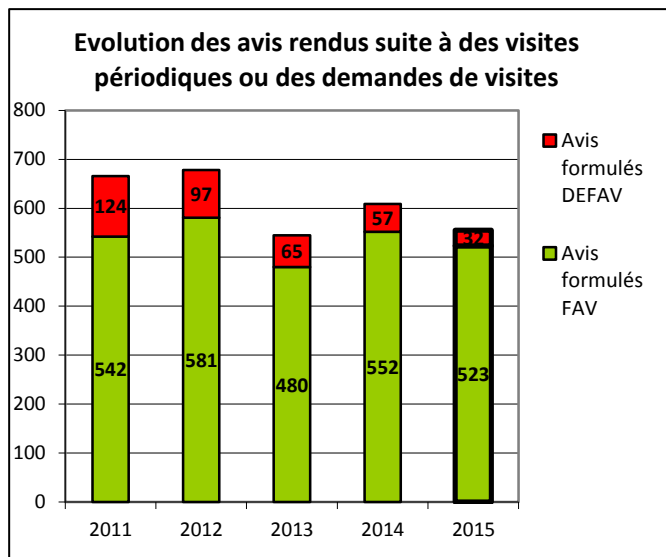
	Briey	Lunéville	Nancy	Toul	Total
Nombre de réunions plénières	11	7	12	10	40
Au cours de ces réunions plénières :					
Dossiers visites périodiques en GV CSA	92	59	244	47	442
Dossiers pour la levée avis défavorable	0	1	0	0	1
Visites périodiques (CSA + GV CSA)	95	60	251	47	453
Visites de réception	15	10	75	11	128
Visites inopinées	1	0	0	0	1
Demande de visites	1	0	0	0	1

Au total 583 visites périodiques ont été réalisées en 2015 dans le cadre des CSA, et 40 séances plénières de CSA se sont tenues.



Toutes commissions confondues les préventionnistes du SDIS de Meurthe et Moselle ont animés 620 visites d'établissement en 2015.

L'activité de la sous-commission départementale ERP/IGH après un trou d'air en 2014 a retrouvé un rythme soutenu en 2015.

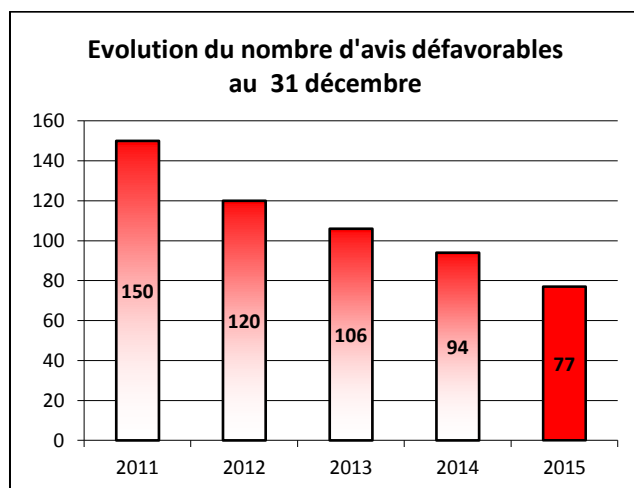


Alors qu'en 2014 les propositions d'avis défavorables représentaient 10% des avis émis en visites périodiques, ce chiffre est tombé à 6% des avis formulés en 2015. (En 2011, les avis défavorables représentaient 22% des avis formulés en visites périodiques, 14% en 2012 et 13.5% en 2013). Cette baisse régulière et progressive est le fruit d'une approche plus pragmatique du niveau de sécurité des établissements par l'analyse de risque rendue possible par la mise en place d'outils d'aide à la décision simples et communément partagés par les préventionnistes.

Point des avis défavorables au 31 décembre 2015

La prise en compte par l'autorité de police des avis défavorables a permis de diminuer de manière significative ces derniers. De manière concomitante, le développement d'une méthodologie d'analyse des risques d'incendie lors des visites a permis de renforcer la pertinence des avis émis et de concentrer l'émission d'avis défavorable aux établissements les plus dangereux.

En 2015, le nombre d'établissements dont la poursuite au fonctionnement de l'exploitation relève d'un avis défavorable diminue encore d'environ 19 % par rapport à l'année précédente. **77** d'entre eux (sur 2840 soumis à visites périodiques) sont sous le coup d'un avis défavorable ce qui représente 2,7 % des établissements recevant du public soumis à l'avis des commissions de sécurité.



Nombre d'avis défavorables en 2015	Avec locaux à sommeil	
	Avec locaux à sommeil	Sans locaux à sommeil
BRIEY	13	5
LUNEVILLE	3	3
TOUL	14	10
NANCY	47	37
77	22	55

Les principales motivations de ces avis défavorables relèvent soit :

- ▶ D'un mauvais fonctionnement d'équipements majeurs de sécurité :
 - éclairage de sécurité
 - équipement d'alarme incendie, système de sécurité incendie.
 - désenfumage
- ▶ De l'absence de vérifications techniques des :
 - installations électriques (normal ou secours)
 - installations de chauffage ou de gaz
 - installation de désenfumage mécanique
- ▶ D'un suivi incomplet d'observations majeures figurant dans les rapports de vérifications établis par les organismes agréés ou par les précédentes commissions de sécurité.

Les établissements recevant du public du département au 31 décembre 2015

Au 31 décembre 2015, **2840** établissements recevant du public sont recensés et soumis à contrôle par les commissions de sécurité, dont 2690 ERP de 1^{ère} à 4^{ème} catégorie et 150 ERP de 5^{ème} catégorie avec locaux à sommeil.

A ces 2840 établissements, s'ajoutent **10** immeubles de grande hauteur (IGH).

Le nombre d'ERP de 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil est de : **6282**.



B. Les activités menées en transversalité avec d'autres groupements au sein du SDIS

En dehors des activités courantes de prévention des risques d'incendie, les préventionnistes participent à des activités dites « transversales », en lien avec d'autres groupements de l'établissement :

→ stage d'agent de prévention PRV1 :

Le Sdis de Meurthe et Moselle a organisé un stage PRV1 (agent de prévention), d'une durée de 15 jours, au centre de formation quartier Kleber. Durant ce stage les préventionnistes ont encadrés 12 stagiaires en assurant la totalité des cours dispensés seuls ou en binômes.

→ opérations de secours :

5 officiers du groupement participent à l'astreinte opérationnelle de niveau chef de colonne ou de chef de groupe :

- Cdt DUMOULIN Olivier : chef de colonne Nancy et chef de colonne CODIS
- Cne FEIVET Alexandre : chef de colonne Lunéville et chef de colonne CODIS
- Ltn KIEFFER Jean-Marc : chef de groupe Toul
- Ltn THISSE Denis : chef de groupe Nancy.
- Ltn VERY Bruno – chef de groupe Neuves Maisons et chef de salle CTA/CODIS

Le sergent-chef Gérald VIAL assure, pour sa part, des gardes en journée au CSP de Lunéville.

C. Les autres actions de prévention et les liens avec les organismes extérieurs

Le nombre de présidence de Jury des examens de Services de Sécurité Incendie et Aide aux Personnes - SSIAP (SSIAP 1, SSIAP 2 et SSIAP3) représente **32** journées pour l'année 2015 soit plus d'un mois et demi en équivalent temps plein.

Cette activité a généré pour le SDIS un gain d'un montant de **12 160 €**.

Ces jurys sont organisés dans le cadre des formations SSIAP (Service Sécurité Incendie Aide aux Personnes) dispensées dans le département par les organismes suivants : CFSI Liverdun, GRETA Lorraine Nord et Centre, Lycée professionnel Jean Morette à Landres, IFS, APAVE, IFAP, CEFP et ALJI Nancy.

En matière de formation, les agents du groupement de prévention des risques d'incendie participent aux séquences d'enseignement du Master SPIEQ dans le cadre du partenariat SDIS / Université de Lorraine, animent des séances au profit du CNFPT, du centre de gestion de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'une séance de sensibilisation à la prévention pour les infirmières de bloc opératoire. Le GPRI tient également un stand d'information et de sensibilisation du public aux risques domestiques dans le cadre de la journée nationale des sapeurs-pompier.

Le groupement de la prévention des risques d'incendie assiste à la commission des préventionnistes du GIRACAL (groupement interrégional Alsace, Champagne Ardennes, Lorraine), soit 3 réunions par an.

Il participe également à la réunion annuelle des responsables départementaux prévention de la zone EST. Elle est pilotée par l'état-major interministériel de la zone de défense et intègre, outre les SDIS du GIRACAL, les SDIS des régions Bourgogne et Franche-Comté. Ces colloques permettent d'échanger sur les questions d'actualité, et de mettre en commun « la matière grise » afin d'évoquer les solutions développées et de mutualiser la réflexion sur les sujets relatifs à la prévention des risques d'incendie. Depuis 2014, le responsable départemental de la prévention de

Meurthe-et-Moselle est conseiller technique zonal adjoint auprès de monsieur le Préfet de zone de défense Est.

Le chef du groupement est membre de la commission fédérale prévention. La participation à la commission fédérale permet d'intégrer des groupes de travail nationaux pilotés par la DGSCGC. Ces groupes sont constitués de manières pluridisciplinaires par des professionnels de la construction, des bureaux d'études, des contrôleurs techniques et des sapeurs-pompiers. Leurs travaux ont pour finalité d'adapter la réglementation relative à la prévention des risques d'incendie aux évolutions techniques ou aux retours d'expérience. Collaborer à ces groupes de travail renforce le degré d'expertise du groupement.

IV. – La santé et le secours médical

A. Les activités récurrentes en matière de santé et de secours médical

Chefferie santé

- Les visites médicales d'aptitude des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires

Les médecins SP et infirmiers SP, assurant régulièrement ces visites en cabinet de groupement, ont effectué 2 552 visites recrutement, maintien en activité, aptitude JSP1 et aptitude au brevet national JSP, de consultation en service ou de reprise d'activité. 762 ECG ont été réalisés lors de ces visites d'aptitude.

- Campagne de vaccination antigrippale 2015

Malgré une campagne d'information, le nombre d'agents du SDIS s'étant fait vacciner contre la grippe reste faible : 210 en 2015. Pour mémoire : 190 agents ont été vaccinés en 2014 et 265 en 2013.

- Activité opérationnelle : quelques chiffres clés pour 2015.

Les activités menées	Statistiques afférentes
astreinte de chefferie	75j d'astreinte, assurée par les médecins et infirmiers SPP, renforcés par les médecins de groupements SPV, avec présence systématique au CODIS à chaque déclenchement de celui-ci.
astreinte SSO	21 767 heures, réalisées par les ISP, les nuits, week-end et jours fériés pour les secteurs du Pays Haut et du Lunévillois, et en 24h/24 pour les secteurs de Nancy et PAM-Toul 35 sorties VSS en missions SSO réalisées
gardes VLI	Une garde est assurée depuis le 1 ^{er} avril à Badonviller : les vendredis et samedis jusqu'au 31 août et 24h/24 et 7j/7 depuis lors. Cela représente sur 2015 5040 h de garde, 194 interventions réalisées dont 110 PISU et 78 transports médicalisés.
secours à personne	- 25725 heures d'astreinte semaine / 7040 heures d'astreinte week-end - 30342 heures de garde CIS et VLI (+ 29 interventions de médecins) - 5804 interventions dont 306 PISU

En dehors de ces activités, le SSSM a été sollicité en 2015 pour la préparation de colonnes de renfort pour les attentats de Paris, ainsi que pour l'organisation de la COP 21 (15 jours, mobilisant 2 MSP, 5 ISP et 1PSP).

- Quelques informations RH :

L'année 2015 a été marquée par le départ en retraite du médecin chef au 1^{er} décembre, précédé d'une période d'absence depuis le mois de mai.

Au cours de l'année, les engagements suivants ont pu être réalisés : 1 médecin et 1 médecin lieutenant SPV, 10 infirmiers SPV, 2 pharmaciens SPV, 1 vétérinaire SPV.

Les 2 pôles, créés en 2013 au sein du service pharmacie, fonctionnent :

- Le pôle pharmacie a mis en place le nouveau stock pharmacie du VLI à Badonviller, avec gestion de stupéfiants et matériel spécifique.
- Le pôle biomédical voit son activité toujours en forte augmentation dans le domaine de la maintenance et des réparations. Les compétences acquises par le technicien biomédicale permettent de moins sous-traiter, ce qui améliore la réactivité et diminue la dépendance auprès des prestataires. Le matériel biomédical du VLI a pu être mis en place.

Il est à noter que les membres du SSSM participent régulièrement aux formations initiales et continues des SP dans le domaine du SAP (soit 80 interventions de 2h dans le cadre des FMA chefs d'agrès, chefs de groupe et chef de colonne), de la médecine de catastrophe, diverses FMA, PISU et FI ISPV, FMPS SSSM. Une FAA VLI a été mise en place (51 ISP formés).

Par ailleurs, les membres du SSSM participent aux réunions et activités de la COSAP.

- Cellule de soutien psychologique

La cellule a réalisé en 2015 6 soutiens psychologiques post opérationnels et 47 soutiens hors opération. Elle a aussi permis un accompagnement dans la gestion du stress (CEPARI, formation incendie et formation conduite en urgence), a participé à plusieurs exercices NOVI et à la journée nationale des sapeurs-pompiers.

Par ailleurs, la cellule a mené un projet concernant la formation des SP pour la prise en compte psychologique de leur environnement opérationnel et a accueilli une stagiaire en Master 1 de psychologie (6 semaines, au CTA).

Santé et sécurité au travail

Quelques indicateurs de l'activité sont présentés ci-dessous :

- 4 CHSCT en 2015, 1 enquête accident réalisée, 1 enquête paritaire en cours
- 4 CCDSPV
- 2 réunions de sous-commissions des CHSCT :
 - Sous-commission matériels : les 13 janvier et 27 février

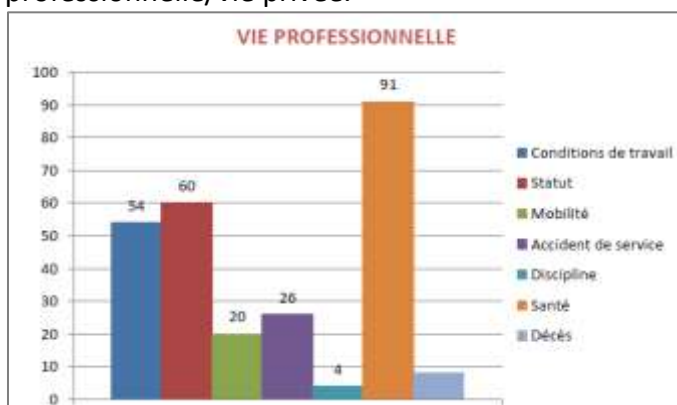
Cellule d'écoute sociale

La cellule est intervenue en 2015 auprès de 230 agents, parmi lesquels 64% de SPP, 19% de PATS, 11% de SPV et 6% de retraités ou ayant-droits.

82 permanences ont été réalisées durant l'année, dont 54 dans les CSP et 10 dans les CS de Neuves-Maisons, Saint-Nicolas-De-Port et Pompey. Ces déplacements sur site sont essentiels à l'activité permettant le maintien du lien social et de transmission de l'information auprès des agents.

Ainsi, 230 dossiers ont été traités, soit une forte augmentation par rapport aux années précédentes, liée aux missions de suivi des agents adhérant aux mutuelles santé et prévoyance mises en place dans le cadre des conventions de participation.

Par ailleurs, 393 entretiens ont été menés, portant sur différentes thématiques liés majoritairement à l'exercice de l'activité professionnelle ou à l'articulation vie professionnelle/vie privée.



Il est à noter que la cellule d'écoute sociale est également référent handicap au sein du SDIS, en lien avec le centre de gestion de Meurthe-et-Moselle pour le montage administratif des dossiers et la coordination avec les acteurs de terrain.

Enfin, la cellule d'écoute sociale fait partie de plusieurs réseaux professionnels, permettant des échanges réguliers : le réseau des AS des SDIS, celui des ASP du Grand Est (inter-administrations) et celui des AS interministériel, ce qui représente 6 réunions en 2015.

B. Les temps forts de l'année 2015

Chefferies santé

L'année 2015 a été marquée par :

- l'écriture d'une procédure de recrutement des infirmiers SPV,
- la mise en place de la procédure ACEP (arrêt Cardiaque ECMO Prioritaire) en partenariat avec le SAMU
- la réalisation désormais effectuée par l'ensemble des MSP au sein des cabinets médicaux des CSP des visites médicales des JSP1.

Par ailleurs, divers projets ont été menés en partenariat avec d'autres groupements :

- l'articulation entre aptitude, formation et emplois opérationnels est effective depuis juin [avec GSRH, GPCO, PSIT].
- dans le cadre du Soutien Sanitaire Opérationnel dans le dispositif général du soutien et de la réhabilitation de l'homme en intervention, mise en service du Véhicule de Soutien aux Intervenants [GPCO-BDSSS-GSTL].
- préparation Physique Opérationnelle [BDSSS-GSRH].

Certains projets ont également été menés dans un cadre partenarial externe :

- la démarche de réponse graduée du SAP dans les zones blanches s'est concrétisée par la mise en place d'une garde postée composée d'un binôme ISP PISU / conducteur secouriste pour la zone blanche de Badonviller, Blamont, Cirey sur Vezouze, dès le 1^{er} avril 2015 à titre expérimental, en lien avec le SAMU 54, le SMUR Lunéville et l'ARS ACAL.
- Les liens entretenus avec les partenaires de la Santé, ARS, SAMU et hôpitaux sièges de SMUR, permettent le maintien de bonnes relations par le biais des formations conjointes de personnels (SAMU SMUR et SP), des réunions interservices (SAMU, Hôpitaux, SMUR, SDIS) régulières et du travail au sein de Lorraine Urgences.
- La mutualisation de la formation par le CESU 54, des ISPV du SSSM54 et du SSSM55 permet de garantir un nombre suffisant de stagiaires pour ouvrir un stage.
- Plusieurs réunions des pharmaciens gérants de PUI des départements lorrains ont eu lieu pour réfléchir à une mutualisation au sein des PUI de Lorraine.

Santé et sécurité au travail

Parmi les projets menés ou initiés en 2015, on note :

- Prévention des conduites addictives : réunions du groupe de travail dans le but de poursuivre et renforcer la démarche de prévention des addictions engagée en 2005, en partenariat avec les organisations syndicales, un addictologue (CC du CPII Cotes en Haye) et une psychologue du SDIS 54 (Expert SSSM).
- Mise en œuvre et application des nouveaux textes relatifs à la santé sécurité en service (Décret 85-603 relatif à **l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale**, modifié par le décret codifié 2012-170 du 3 février 2012).
- Prévention du risque lié aux APS : application de la politique de Préparation Physique Opérationnelle (PPO) intégrant les Indicateurs de Condition Physique (ICP), dont le but est de favoriser le bien être des agents, de prévenir les risques pour leur santé et réduire efficacement l'accidentologie liée à la pratique des APS.
- Prévention du risque routier : Mise en œuvre du Plan de Prévention du Risque Routier (PPRR), poursuite des actions de formation à la conduite préventive en situation d'urgence avec le BDDeF. La mise en œuvre des objectifs fixés dans le cahier des charges adressé au FNP, a permis de solliciter le solde de la subvention de 100 K€ (soit 60K€).

- Prévention des Risques Psycho-Sociaux (RPS) : Initiation d'une démarche de prévention avec une première définition d'un plan de prévention des RPS, ayant abouti en 2015 au choix du cabinet JLO Conseil suite à la mise en concurrence réalisée.
- Suivi de la démarche de prévention des risques professionnels : suivi des plans d'actions (départementaux, locaux et spécifiques, en et hors intervention) et préparation du bilan global de la démarche de prévention pour le CHSCT.
- Création d'un Véhicule de Soutien des Intervenants (VSI) : Projet en lien avec le GPCO et le GSTL, d'un véhicule dédié à la réhabilitation des intervenants.

Le service a mené également différents projets en partenariat avec d'autres groupements, tels que par exemple dans le domaine de la prévention du risque routier ou de la PPO (avec le GSRH), en matière de prévention du risque d'intoxication au CO (avec le GSTL, mise en place de détecteurs de dépannage en cas de panne), la réalisation d'étude ergonomique et d'une étude sur le bruit au CTA CODIS suite aux aménagements réalisés.

Il participe en outre aux réunions et travaux du réseau lorrain des services de santé sécurité au travail.

Enfin, des actions de communications ont été réalisées :

- via la lettre de communication interne : lancement en 2016 de la mission prévention des RPS au sein du SDIS 54
- via la diffusion d'affiches de sécurité et de prévention des risques avec des thématiques variées.

I. – Le soutien technique et logistique

A. Les matériels

Indicateurs clés 2015

- * Achat de 33 véhicules
- * 2 318 interventions techniques réalisées par l'atelier
- * 2 809 bons de commande émis par l'atelier

LE PARC VEHICULES :

Le partenariat avec l'UGAP :

Les quatre SDIS de la région lorraine ont signé, fin 2012, un contrat de partenariat avec l'UGAP pour leurs achats de véhicules et de matériel d'incendie et de secours. Il est à noter que le SDIS 68 a rejoint ce groupement courant 2014.

Le partenariat avec la Centrale d'Achat a été conclu pour une durée de 4 ans afin de permettre un accroissement des volumes de commandes et de bénéficier ainsi de conditions tarifaires minorées.

Le bilan de l'évolution des dépenses auprès de l'UGAP entre 2012 et 2014 est le suivant :

	VEHICULES	AUTRES DEPENSES	TOTAL
2012	648 121 €	32 716 €	680 837 €
2013	1 049 613 €	164 141 €	1 213 754 €
2014	1 230 609 €	103 638 €	1 334 247 €
2015	1 715 815 €	329 651 €	2 045 466 €

La convention avec l'UGAP s'achevant, l'année 2016 sera mise à profit pour travailler sur les conditions de mise en place d'un nouveau partenariat à compter de 2017 avec, dans le cadre de la réforme territoriale, une possible extension du périmètre afin d'intégrer les SDIS de la région Champagne Ardenne.

Livraison de nouveaux véhicules :

→ **Poste de commandement de colonne renforcé**

Affecté au CI Joffre, cet engin, vient compléter les deux autres PC de colonne configurés sur châssis 3,5 tonnes et armant les Centres de Secours d'Audun-le-Roman et de Blainville-Damelevières.

Son envergure permet de profiter d'une salle opérationnelle, ainsi que d'une cellule d'anticipation en cas de besoin.

En outre, il est également prévu pour assurer la gestion de crise et l'accueil de l'interservices (Police/ Gendarmerie / SAMU / Préfecture).

Il permettra désormais d'établir une liaison en flux, continue, entre le terrain et le CODIS pour les opérations courantes et de grandes envergures.

Sa conception et sa configuration ont conduit à la mise en œuvre de quelques innovations techniques uniques en France, telles que :

- les escaliers d'accès de type aviation,
- l'enroulage et le déroulage des câbles coaxiaux en automatique,
- l'implantation d'une antenne satellite au-dessus de la cabine de l'engin pour rester dans le gabarit de 3,50 m de haut,
- l'implantation d'un tableau inter actif qui permettra d'obtenir un lien continu entre le terrain et le CODIS en dessinant les SITAC et divers sur ce dernier,
- l'implantation d'une caméra haute définition sur le mât de 12 mètres, permettant de donner une vue sur les chantiers en cours.



→ **Dévidoir automobile tout terrain**

Le Dévidoir Automobile Tout Terrain a été conçu sur la base d'un châssis de camion citerne feux de forêt UNIMOG réformé. En très bon état malgré ses 30 années de service, ce châssis hors chemin a été réhabilité et équipé d'une nouvelle caisse permettant de ranger 2 000 mètres de tuyaux de 110mm.

Le coût de cette opération s'est élevé à 39 000 € TTC à comparer avec le coût d'un engin neuf de ce type, évalué à 155 000 € TTC.



Destinés à remplacer les anciens véhicules Dévidoir Automobile Léger, les DATT permettront de répondre à plusieurs objectifs opérationnels notamment :

- alimenter un groupe Incendie à 1000 mètres.
- établir une ou deux lignes de 110mm sur des voies aménagées ou non carrossées.
- apporter un débit de 2000l/mn à 10 bars, sur une ou deux lignes avec utilisation de la motopompe remorquable.

Au total 4 engins de ce type arment le département.

Evolution quantitative du parc automobile depuis 2007:

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
VL	332	331	332	329	332	332	334	336
PL	142	142	142	142	141	139	139	138
Total	474	473	474	471	471	470	472	474

Evolution qualitative du parc automobile :

Elle s'exprime par la moyenne d'âge des véhicules.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
FPT	11	10,65	10,22	11,22	11,86	12,76	13,65	14,33
dont FPT CSP - CS	9,88	9,37	9,17	10,17	11,45	12	12,75	13,75
Echelles	10,32	10,19	12,27	12,52	12,86	12,81	13,81	13,18
CCF	14,82	15,61	16,22	17,22	15,53	11,47	12,75	13,53
VSAV	4,62	5,36	4,42	5,26	5,45	5,67	5,53	5,55
VLR (avec TT)	8,07	7,07	7,51	7,86	8,09	7,93	8,71	8,35
Cellules	11,6	12,20	12,46	13,11	13,24	14,24	14,84	15,84
CTU-CID	7,59	7,06	7,04	7,80	8,80	8,98	9,67	9,41
FIL	11,79	11,39	9,74	9,97	9,62	11,08	11,78	10,58

Evolution 2008/ 2015 de l'investissement annuel en matériel roulant :

2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
2 556 000 €	2 294 000 €	2 507 000 €	2 422 000 €	2 498 000 €	2 438 000 €	2 423 000 €	1 854 000 €

Il est à noter que la diminution enregistrée en 2015 est liée à la désinscription d'une somme de 600 000 € correspondant à l'acquisition de deux fourgons pompe tonne secours routier. La livraison des engins étant en effet attendue sur 2016, les crédits correspondant feront l'objet d'un report sur cet exercice.

Au-delà de l'acquisition de véhicules neufs, il est intéressant de suivre l'évolution des dépenses engagées au titre des réhabilitations lourdes de véhicules. Cette démarche initiée depuis plusieurs années est en phase avec la politique d'économie et permet de remettre à niveau technique bon nombre d'engins. Cette disposition a également prolongé la durée de vie de ces derniers.

2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Réhabilitation de cellules et FPTSR	Réhabilitation de cellules	Réhabilitation de cellules et du CEPARI	Réhabilitation EPA-CCF-FPT-UDA VLRTT	Réhabilitation EPA-CCF-Camion atelier- Tracteur CEPARI	Réhabilitation EPA-CCF-FPTSR-UDA	Réhabilitation VPR-CCF	Réhabilitation DATT - VPR
51 200 €	49 900 €	66 500 €	275 000 €	122 000 €	176 000 €	65 000 €	173 000 €

L'ATELIER DEPARTEMENTAL :

Réparations techniques	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Total réparation	1849	2688	2740	2278	2417	3218	3101	2464	2417
En régie	1716	2523	2557	2108	2136	2862	2697	2249	2263
Dont camion atelier	390	363	579	583	638	716	602	713	495
Concédées entreprises extérieures	133	165	183	170	281	356	404	215	154

B. L'habillement

Tous les achats liés aux tenues d'intervention font aujourd'hui l'objet de marchés lancés en groupement de commandes. Ils se composent comme suit :

- SDIS 54-SDIS 88 : fourniture de bottes et de polos
- SDIS 54-SDIS 55 : fourniture de sweat-shirts
- SDIS 54-SDIS 88-SDIS 55 : fourniture de casques et accessoires de casques, de parkas, de gants de type C1 (gants cuir), de rangers, de tenues F1 et de chemises F1.
- SDIS 54-88 et 68 : fourniture de vestes textiles et surpantalons / marché 2015

Il est à noter qu'un nouveau groupement de commandes entre les SDIS 54-55-57-88 et 68 portera, à compter de 2016, sur l'acquisition de polos manches courtes et manches longues de nouvelle génération.

Enfin, le budget habillement s'est réparti de la manière suivante, en investissement, sur l'année 2015 :

Type d'effet	Montant TTC
Tenues d'intervention	560 000 €
Tenues de travail hors intervention	26 000 €
Tenues JSP	25 000 €
Tenues spécialisées (plongée, GRIMP, cyno...)	35 000 €
Divers	30 000 €
TOTAL	676 000 €

C. Les bâtiments

Poursuite des aménagements sur le site de Kléber

Pour mémoire les travaux à mener, sont les suivants :

→ *Maison d'entraînement et plateau technique*

Les marchés de travaux ont été attribués aux différentes sociétés début novembre. Le tableau ci-dessous récapitule les différentes offres avec rappel des estimations :

	Attributaires	Montant marché € HT	Rappel estimation HT
LOT 1 DEMOLITION	MAYER	10 000,00 €	27 500,00 €
LOT 2 TERRASSEMENT VRD	EUROVIA	508 757,60 €	714 000,00 €
LOT 3 GROS OEUVRE	ABM	290 478,13 €	348 000,00 €
LOT 4 CHARPENTE COUVERTURE	MADDALON	93 098,70 €	110 900,00 €
LOT 5 MENUISERIES EXTERIEURES	SERRURERIE SERVICE	41 128,00 €	48 700,00 €
LOT 6 METALLERIE SERRURERIE	QUITTET	154 686,00 €	168 900,00 €
LOT 7 MENUISERIES INTERIEURES	BALDINI	25 005,00 €	46 400,00 €

LOT 8 PLATRERIE ISOLATION FAUX PLAFONDS	IDEAL CREATION	86 717,55 €	124 800,00 €
LOT 9 REVETEMENTS DE SOLS CARRELAGE FAIENCES	LEMBO	29 023,96 €	34 000,00 €
LOT 10 PEINTURE	LENOIR	63 884,71 €	24 400,00 €
LOT 11 ELECTRICITE	SODEL	139 892,00 €	139 000,00 €
LOT 12 CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE	IMHOFF	99 400,00 €	135 500,00 €
LOT 13 PROCESS MAISON A FEU	KIDDE	806 685,00 €	786 000,00 €
Total		2 348 756,65 € HT 2 818 507,98 € TTC	2 708 100,00 € HT 3 249 720,00 € TTC

La première réunion de chantier s'est tenue fin décembre, le démarrage des travaux étant prévus pour mi-février 2016 avec une livraison dans un délai de 12 mois.

→ **Aménagement des bâtiments destinés à accueillir le CTA CODIS et l'Etat Major**

L'architecte chargé de réaliser les transformations nécessaires des deux bâtiments existants, ainsi que les VRD les entourant, a été recruté en novembre 2014. Il s'agit du cabinet A(b+d)architecture, représenté pour cette opération par M. Bolzer.

Le coût prévisionnel affecté à cette opération est de 2,2 M€, dont 2 M€ pour les travaux, le taux de rémunération de la MOE étant de 10,08%.

Lors de la remise de l'APS le 5 juin, l'architecte a fait part de son estimation qui s'élevait, pour les seuls travaux de restructuration des bâtiments, donc hors VRD, à 3,75 M€.

Un travail de recherche d'un maximum d'économie, par rapport au prix annoncé par l'architecte, a été réalisé. Toutes les pistes permettant de rapprocher du coût prévisionnel d'opération ont été étudiées (conservation de certains sols, conservation de certains luminaires, modification de la salle CODIS pour conserver un mur porteur, simple remise en état de certains sanitaires plutôt que réfection complète...).

L'estimation réactualisée par l'architecte en phase APD, fait alors état d'un montant de travaux de 3,11M€ TTC (hors VRD estimés à 0,9M€).

Plusieurs éléments peuvent expliquer la différence par rapport au budget initial, notamment:

- l'estimation du projet date de 2009 et n'a jamais été réévaluée, alors que l'indice des prix a évolué de 8,50% sur la période ;
- l'état des bâtiments et des voiries est nettement plus dégradé que ce qui avait pu être diagnostiqué en 2009 ;
- les points relatifs à l'accessibilité des 2 bâtiments n'avaient pas été abordés ;
- l'enveloppe de départ était sans doute sous-évaluée.

Il est à noter que lors de sa réunion du 15/12/2015, le Conseil d'Administration a voté une première augmentation de 0,9M€ (issus des économies réalisées sur le plateau technique et sur les dépenses de gros entretien réalisées en 2015) de l'autorisation de programme afférente à cette opération.

Enfin le marché de maîtrise d'œuvre va être relancé du fait du bouleversement de l'économie du marché.

La poursuite de l'amélioration du parc bâtiment :

→ *Centre de secours de Jarny*

Les marchés de travaux ont été attribués aux différentes sociétés fin décembre. Le tableau ci-dessous récapitule les différentes offres avec rappel des estimations :

	Attributaires	Montant marché € HT	Rappel estimation HT
LOT 1 VRD - AMENAGEMENTS EXTERIEURS	ACENOR	262 900,00 €	169 000,00 €
LOT 2 GROS OEUVRE	CRISTINI	368 470,00 €	377 000,00 €
LOT 3 CHARPENTE METALLIQUE	HOUPERT	176 431,62 €	197 000,00 €
LOT 4 COUVERTURE, ETANCHEITE	SEI	62 500,00 €	85 500,00 €
LOT 5 BARDAGE FACADES	SEI	100 700,00 €	84 000,00 €
LOT 6 MENUISERIES EXTERIEURES	ETS GUENEBAUT	29 566,00 €	84 000,00 €
LOT 7 MENUISERIES INTERIEURES	EML INTERACTIVE	47 307,91 €	28 000,00 €
LOT 8 PLATRERIE ISOLATION FAUX PLAFONDS	ISOPLAQUISTE	73 377,59 €	81 000,00 €
LOT 9 CHAUFFAGE VENTILATION	LORRY	166 875,65 €	137 500,00 €
LOT 10 PLOMBERIE	LORRY	93 872,72 €	68 500,00 €
LOT 11 ELECTRICITE	COFELY INEO	139 963,00 €	112 500,00 €
LOT 12 FINITIONS SOL	LC REALISATIONS	29 917,20 €	39 500,00 €
LOT 13 FINITIONS MURS	DEBRA	52 000,00 €	59 500,00 €
LOT 14 PORTE SECTIONNELLE	BN FRANCE 2000	10 284,24 €	-
Total		1 614 165,93 € HT 1 936 999,12 € TTC	1 523 000,00 € HT 1 827 600,00 € TTC

Il est à noter que la procédure de négociation mise en œuvre pour ce marché a permis de générer une économie de 68 000 € TTC entre les offres de bases et les offres négociées.

Néanmoins, il reste un écart de près de 110 000€ entre le résultat des marchés et l'estimation qui avait été faite par la maîtrise d'œuvre. Le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 15/10/2015 a ainsi été amené à voter une augmentation de l'autorisation de programme afférente à cette opération.

Enfin, la première réunion de chantier s'est tenue début décembre, les travaux de VRD ayant démarré en janvier 2016. La durée des travaux est de 12 mois.

→ *Centre de secours de Colombey-lès-Belles*

Les marchés de travaux ont été attribués aux différentes sociétés début décembre. Le tableau ci-dessous récapitule les différentes offres avec rappel des estimations :

	Attributaires	Montant marché € HT hors options	Options	Rappel estimation HT Hors options
LOT 1 TERRASSEMENT - VRD	TRB	190 000,00 €	20 530,00 €	222 960,00 €
LOT 2 GROS OEUVRE	CLM	151 487,59 €	3 884,71 €	205 100,00 €
LOT 3A CHARPENTE - STRUCTURE BOIS - ISOLANT PAILLE	SERTELET	319 458,80 €		301 100,00 €
LOT 3B BARDEAUX BOIS	SOPREMA	105 000,00 €		91 200,00 €
LOT 4 COUVERTURE ETANCHEITE	SOPREMA	92 500,00 €	7 718,40 €	90 800,00 €
LOT 5 SERRURERIE	JEAN ALBERT	69 999,40 €	790,00 €	74 900,00 €
LOT 6 MENUISERIES EXTERIEURES	HUNSINGER	71 587,00 €		38 000,00 €
LOT 7 PLATRERIE	DESSA	45 790,00 €	221,76 €	46 050,00 €
LOT 8 MENUISERIES INTERIEURES	BALDINI	22 000,00 €		9 400,00 €
LOT 9 CARRELAGE - FAIENCE	CARRELAGE ET DECO	29 405,82 €		32 300,00 €
LOT 10 PEINTURE	ROUSSEAU	23 413,27 €	716,51 €	29 100,00 €
LOT 11 CHAUFFAGE - VENTILATION - SANITAIRE	IDEX	134 000,00 €		125 600,00 €
LOT 12 ELECTRICITE	SODEL	150 727,30 €	50 080,00 €	239 200,00 €
Total		1 405 369,18 € HT 1 686 443,02 € TTC	83 941,38 € 100 729,66 €	1 395 710,00 € HT 1 674 825,00 € TTC

Il est à noter que différentes options ont été retenues afin d'optimiser le projet et le rendre, comme souhaité dès le départ, exemplaire, en termes de qualité environnementale et de développement durable. Ces options et notamment la production photovoltaïque ont nécessité une augmentation de l'enveloppe globale du projet de 40 000 € (CASDIS du 15/10/2015)

Enfin, la première réunion de chantier s'est tenue mi- décembre, les travaux de VRD ayant démarré en janvier 2016. La durée des travaux est de 14 mois.

→ **Centre de secours de Dieulouard**

Les marchés de travaux vont être attribués aux différentes sociétés début 2016. Le tableau ci-dessous récapitule les différentes offres avec rappel des estimations :

	Attributaires	Montant marché € HT	Rappel estimation HT
LOT 1 AMENAGEMENTS EXTERIEURS – VRD – ESPACES VERTS	STPL	109 004,95 €	166 903,00 €
LOT 2 GROS OEUVRE	ADAMI	163 000,00 €	207 775,00 €
LOT 3 CHARPENTE	THOMAS	230 000,00 €	217 396,00 €
LOT 4 COUVERTURE, ETANCHEITE	THOMAS	63 000,00 €	57 006,00 €
LOT 5 MENUISERIES EXTERIEURES	WUCHER	75 896,82 €	68 115,00 €
LOT 6 PLATRERIE - FAUX PLAFONDS	IDEAL PLAFOND	37 500,00 €	40 991,00 €
LOT 7 MENUISERIES INTERIEURES	KELLER	38 000,00 €	32 024,00 €

LOT 8 SERRURERIE – METALLERIE – PORTES SECTIONNELLES	JEAN ALBERT	82 886,40 €	61 851,00 €
LOT 9 CARRELAGE – FAIENCE – REVETEMENT DE SOLS SOUPLES	LAGARDE ET MEREGNANI	64 340,00 €	51 055,00 €
LOT 10 PEINTURE - FINITIONS	PIDC	13 700,04 €	15 202,00 €
LOT 11 PLOMBERIE – SANITAIRES CHAUFFAGE - VENTILATION	HOERMANN	93 764,88 €	86 593,00 €
LOT 12 ELECTRICITE	SETEA	87 000,00 €	90 881,00 €
Total		1 058 093,09 € HT 1 269 711,71 € TTC	1 095 792,00 € HT 1 314 950,40 € TTC

Enfin, la première réunion de chantier est prévue pour le mois de mars 2016 avec un démarrage des travaux, prévus sur une durée de 12 mois, en avril.

→ **Centre d'intervention de Nancy Gentilly**

Les marchés de travaux ont été attribués aux différentes sociétés début décembre. Le tableau ci-dessous récapitule les différentes offres avec rappel des estimations :

	Attributaires	Montant marché € HT	Rappel estimation HT
LOT 1 GROS OEUVRE	BCC	309 145,43 €	308 700,00 €
LOT 2 CHARPENTE METALLIQUE	ATELIER BOIS	63 850,91 €	64 500,00€
LOT 3 ETANCHEITE	COUVRETANCHE	19 354,30 €	11 500,00 €
LOT 4 MENUISERIES EXTERIEURES	NORBA LORRAINE	182 459,00 €	147 460,00 €
LOT 5 SERRURERIE - METALLERIE	JEAN ALBERT	43 255,00 €	45 400,00 €
LOT 6 PLATRERIE –CLOISONS - PLAFONDS	IDEAL PLAFOND	108 300,50 €	102 990,00 €
LOT 7 MENUISERIES INTERIEURES	DUCRET	143 430,10 €	200 900,00 €
LOT 8 PEINTURE	ROUSSEAU	156 851,84 €	137 300,00 €
LOT 9 REVETEMENT DE SOLS DURS	JEAN BERNARD REVETEMENT	126 987,00 €	135 700,00 €
LOT 10 TRAITEMENT DES FACADES	BOVE	223 888,78 €	232 150,00 €
LOT 11 ELECTRICITE	EIFPAGE	334 997,85 €	396 400,00 €
LOT 12 CHAUFFAGE	MISSENARD	394 109,48 €	505 660,00 €
LOT 13 PLOMBERIE	EIFPAGE	139 999,93 €	107 450,00 €
Total		2 246 630,12 € HT 2 695 956,15 € TTC	2 396 110,00 € HT 2 875 332,00 € TTC

Enfin, la première réunion de chantier s'est tenue mi- novembre, les travaux ayant démarré début janvier 2016. La durée des travaux est de 24 mois.

→ **Centre de secours de Thiaucourt**

Ce projet est réalisé en partenariat entre le SDIS 54, la commune de Thiaucourt et la Communauté de Communes du Chardon Lorrain et porte sur la réalisation d'un bâtiment mutualisé devant accueillir le centre de secours de Thiaucourt ainsi que les services de la communauté de communes, pour un montant de 1 520 000 €.

Suite aux différentes modifications techniques intervenues sur ce dossier, le démarrage du chantier qui était prévu en 2015 est finalement décalé sur mi 2016.

Ainsi l'avis d'appel public à la concurrence pour les marchés de travaux a été publié le 13 janvier 2016. La première réunion de chantier pourra vraisemblablement se tenir mi-mai 2016 pour un démarrage de travaux le mois suivant.

Les autres travaux

Chaque année une somme de 1 M€ est consacrée aux opérations de gros entretien et réparations. On peut citer notamment :

- Remise aux normes électriques de différents centres du département : 125 000 €
- Mise en place de contrôles d'accès : 26 000 €
- Mise en place d'une Gestion Technique Centralisée : 21 000 €
- Réfection plafonds CS Cirey-sur-Vezouze : 35 000 €
- Travaux d'extension CPII Herbéviller : 27 000 €
- Remplacement des fenêtres CSP Pont-à-Mousson : 49 000 €
- Réfections de douches CSP Pont-à-Mousson : 38 000 €
- Mise en place de robinets temporisés dans différents centres : 33 000 €

II. – Les ressources humaines et la formation

A. L'activité 2015 en matière de ressources humaines

Bilan 2015 des personnels statutaires

Suivi des carrières	SPP	PATS	/2014
- Arrêtés	1053	294	-382
- Contrats (hors ESC)	0	10	+ 1
- Courriers « départs »	1065		-263
- Courriers « arrivées » :	1433		-23
<i>Dont demandes d'emploi (candidatures spontanées)</i>	177	45	-
- Suivi des aptitudes médicales des PATS via le CDG54	/	86	+30
- Reclassements professionnels	0	0	=
- Mutations externes	2	6	+2
- Mutations internes	26	1	-16
- Retraites	9	2	+1
Suivi du temps de travail	SPP	PATS	/2014
- Temps partiel accordés	4	2	-4
dont de droit	4	1	-5
Ou sur autorisation	0	1	+1
- Temps partiel renouvelés	4	11	+10
- Congés exceptionnels, y compris CET	474	279	+184
- Nombre de CET ouverts en 2015	5	4	+1

- Nombre de CET gérés au 31.12.2015	93	39	-2
- Réquisitions pour grèves en jours	5		-3
- Nombre de congés maternité accordés	1	1	-4
- Nombre congés paternité accordés	38	1	=
- Nombre de demandes au titre de la réserve militaire	6	0	=
dont demandes acceptées	1	0	=
et nombre de jours accordés	5	0	=

Gestion de l'absentéisme (en jours)	SPP	PATS	ESC	Total	/2014
Maladie, prolongations	4323	1087	91	5501	+1423
Longue maladie	-	183	-	183	-236
Longue durée	730	-	-	730	+296
Temps partiel thérapeutique	-	-	-	-	-183
Accident de service LV	6004	215	2	6221	+3252
Maladies professionnelles	-	206	-	206	-

Bilan 2015 des sapeurs-pompiers volontaires

La section de gestion des sapeurs-pompiers volontaires assure la gestion de l'engagement, de la protection sociale et des prestations de fin d'engagement de plus de 2000 sapeurs-pompiers volontaires du SDIS 54. Les statistiques et les tendances traduisant l'activité de la section sont détaillées ci-dessous :

Gestion des engagements : 1536 événements, gérés à l'occasion des quatre Comités Consultatifs des Sapeurs-Pompiers Volontaires (CCDSPV) ont été assurés par la section en 2015 dont les principales composantes sont détaillées ci-après :

	Total	Tendance
Engagements	227	-7%
Engagements saisonniers	15	+67%
Confirmations d'engagement	135	+73%
Rengagements	286	+2.5%
Prolongations d'activité pour une durée d'un an	41	+24%
Changements d'affectation	89	+53.5%
Appellations de SA1, caporal-chef, sergent-chef et adjudant-chef	108	-10%
Nominations aux grades supérieurs	139	+27.5%
Radiations	227	+13.5%
Honorariats	26	+8.3%
Suspensions d'engagement	75	idem
Fins de suspension d'engagement	28	+12%
Prolongations de suspension d'engagement	59	-14.5%
Mises en demeure	81	-36%
Nombre de conventions employeurs	238	Nouvel indicateur
Nombre d'employeurs concernés par les conventions	64	Nouvel indicateur

Protection sociale : Près de 80 accidents ou maladies survenus en service commandé ont été gérés par la section en 2015.

	Total	Tendance
Nombre d'accidents	78	=
Nombre d'accidents avec arrêt de travail	41	+24 %
Nombre d'accidents avec soins	37	-29 %
Nombre de jours d'arrêt de travail	783	-52 %

B. L'activité de formation en 2015

L'année 2015 en termes de formation s'est traduite par différents événements particuliers :

- construction du plan de formation 2016-2017
- mise en œuvre d'une formation initiale d'engagés de service civique (ESC) et rencontre DGSCGC au CFSP pour le point d'étape sur le service civique au SDIS 54,
- Organisation du cross départemental 2015 à Colombey-les-Belles, des épreuves du challenge de la qualité départemental à Tomblaine,
- Séminaire FOR2/FOR3 à Essey-lès-Nancy,
- Accueil de la réunion GT Zonal SAP au CFSP, accueil et visite du CASDIS à Kléber,
- Départ du Lieutenant Didier RENEAUX.



Type activité	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Formations	630	581	601	562	613	690	615	523
Formations au profit exclusif partenaires extérieurs	32	32	31	25				
Jury/évaluation	31	29	33	34				
Sous total	694	642	665	621				
Offres services annexes (Hors ISIS)	25	12	5	0				
Recrutements	3	5	4	Non créée				
Réunions (durée de 4h minimum)	27	18	7	Non créée				
Total	749	677	681					

Rappel définitions :

- Formations : formations suivies par des agents du SDIS 54 (hors FMA équipier et chef d'équipe) en INTERNE, INTER ou INTRA avec participations possibles d'agents extérieurs
- Formations au profit exclusif de partenaires extérieurs : aucun agent du SDIS 54 dans ces formations
- Offres services annexes : Dans le cadre de conventions, locations à titre gratuit ou onéreux, de salles, de plateau technique

En 2015, 662 actions de formation et 32 actions de jury/évaluation représentant 18 081 journées ont été réalisées, dont 43 menées en lien avec la politique de conduite préventive.

Répartition des 662 actions de formation

<u>Par type de F°</u>	Actions de F° 2015	Actions de F° 2014	Actions de F° 2013
Interne	487	451	459
Intra	21	13	18
Inter	122	117	124
Partenaires extérieurs	32	32	31
Total	662	613	632

<u>Par organisateur</u>	Actions de formation 2015	Actions de formation 2014	Actions de formation 2013
Centre de formation	399	424	486
Groupements territoriaux	261	173	124
Opérations	2	16	22
Total	662	613	632

	2015	2014	2013
GTNY	108	70	51
GTLU	55	46	27
GTPH	56	32	25
GTPT	42	25	21

Volume de journées stagiaires (JS)

Définition : cumul [du nombre de jours de stage x nombre de stagiaire(s)] avec une journée calculée sur la base de 7h.

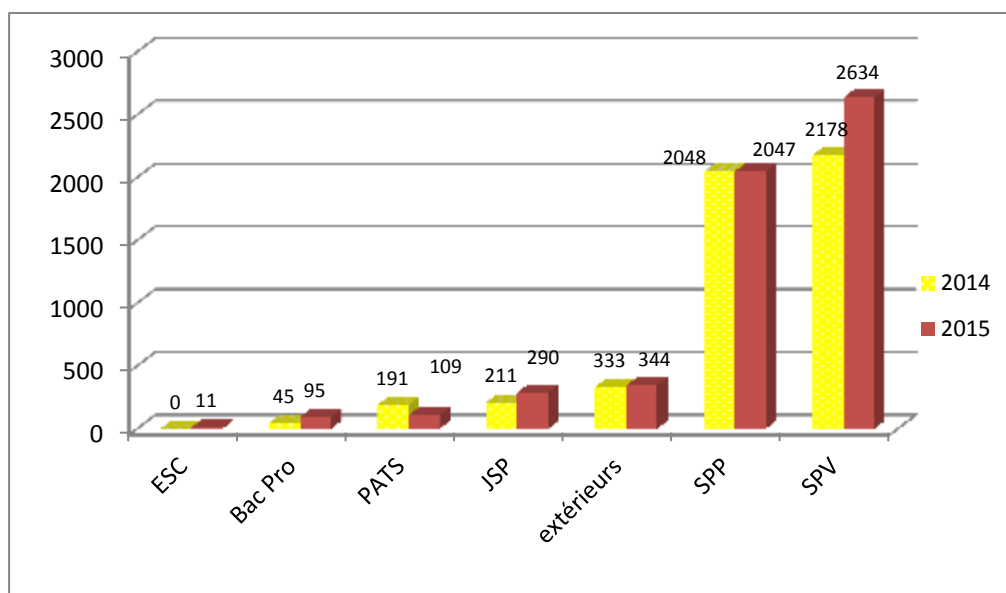
Pour les seuls agents du SDIS 54	2015	2014
Stages et FMA hors équipier et chef d'équipe (Interne + intra + Inter)	16 323	13 534
FMA équipier et chef d'équipe réalisées en CIS	15 845	14 876
	32 168 (+3758/2014)	28 410

Nous constatons une hausse de 13.22 % du nombre de journées stagiaires entre 2014 et 2015.

Pour tous les agents formés (+ partenaires extérieurs)

Répartition des 5 530 stagiaires entre les différents statuts :

<u>Par type de Formation°</u>	JS stages	JS FMA CIS	Total JS
interne	13 576 (+2405/2014)	15 845 (+969/2014)	29 421 (+2774/2014)
Intra	377 (+127/2014)		377 (+127/2014)
Inter	2 370 (+857/2014)		2 370 (+857/2014)
Partenaires extérieurs	1 265 (-1/2014)		1 265 (-1/2014)
Total	17 588 (+2788/2014)	15 845 (+969/2014)	33 433 (+3757/2014)



Accueil de stagiaires extérieurs : l'EDSP a assuré la formation de 344 **stagiaires extérieurs** (316 dans le cadre de 32 formations à destination exclusive de partenaires extérieurs et 28 dans le cadre de 8 formations du SDIS 54)

	Formation exclusive partenaire extérieur (= Offre de services annexes)	Nombre de stagiaires extérieurs 2015	Recettes 2015
FI PISU	non	4	néant
FI des ESC N°3	non	3	néant
ISS	non	5	4750
Formation à l'accès de chef de groupe	non	1	néant
PRV 1	non	2	3063
Pré formation SAL	non	4	4023.50
SAL Qualification 30 et 50 m	non	1	Facturation directe par ecasc
SAL 1	non	8	23 042.58
Formation d'intégration SPP 29	oui	13	100 645
Formation d'intégration SPP 30	oui	11	84 396.25
Académie du commandement	oui	4	néant
Journées SDIS- SAMU Secours routier (1 stage)	oui	15	néant
FMA RAD Sdis 88 (2 stages)	oui	27	(repas)
Initiation à la conduite tout chemin (5 stages)	oui	28	néant
Prévention et secours civiques niveau 1 hors Kleber (6 stages)	oui	71	néant
Prévention et secours civiques niveau 1 sur site Kleber (5 stages)	oui	50	néant
PSE 1	oui	10	néant
Formation continue PSE 1 personnel des piscines (8 stages)	oui	70	néant
½ journée SDIS SAMU Secours routier	oui	17	néant
		344	219 920 €

Aux 219 920 € de recettes liées à ces formations, se sont rajoutées 13 789 € de recettes liées aux offres de services annexes.

Bilan des coûts de formation

Coûts directs : Les coûts directs de la formation en 2015 représentent un total de 2 585 021 €, soit une hausse de 7,83 % par rapport à 2014.

III. – Les activités administratives et financières

A. Les activités juridiques

Le bureau départemental du secrétariat général et des affaires juridiques a été impacté en 2015 concernant la coordination des instances par l'organisation des élections pour différentes instances du SDIS, du fait des élections départementales, qui a entraîné la nomination d'un nouveau président de conseil d'administration, Monsieur Gauthier BRUNNER, le renouvellement au sein du Conseil d'administration des représentants du Département, l'élection d'un nouveau Bureau, ainsi que le renouvellement des diverses autres instances du SDIS composées d'élus.

Par ailleurs, on note un net accroissement des activités quotidiennes de ce service, notamment en matière de contentieux et de conseil juridique, et ce surtout dans le domaine des ressources humaines.

Enfin, on peut noter la poursuite des réunions du réseau des juristes de Lorraine, qui s'est étendu aux SDIS de la région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine en cours de constitution durant l'année 2015.

Il convient de préciser ici qu'un logiciel de gestion des délibérations a pu être acquis fin 2015, pour une mise en œuvre début 2016. Il devrait faciliter le suivi de la préparation des conseils d'administration, jusqu'à la phase de transfert au contrôle de légalité et à la réalisation du recueil des actes administratifs.

B. Les finances et la commande publique

L'arrivée d'une nouvelle payeuse départementale durant l'été 2015 a été l'occasion pour les services finances et de la commande publique de s'adapter aux nouvelles attentes en matière de suivi et de contrôle budgétaire.

Parallèlement à ce changement, les activités quotidiennes ont dû être assurées, ainsi que la mise en œuvre de la dématérialisation des flux financiers vers la paierie départementale.

Quelques indicateurs de l'activité du service des finances :

Année	2015	2014
Nbre de lignes de mandats émises	10 945	12 320
Nbre de lignes de titres émises	908	988
Délai global de paiement	26,26j	32,97j
<i>dont délai imputable au SDIS</i>	<i>20,69j</i>	<i>28,55j</i>

Quelques indicateurs de l'activité de commande publique :

Nombre de marchés conclus en 2015

		Nbre de marchés	Nbre de lots
Fournitures	De 20 k€ à 90 k€	17	37
	De 90 k€ à 200 k €	11	28
	Sup à 200 k €	10	16
	TOTAL	38	81
Services	De 20 k€ à 90 k€	7	7
	De 90 k€ à 200 k €	4	8
	Sup à 200 k €	1	1
	TOTAL	12	16
Travaux	De 20 k€ à 90 k€	5	7
	De 90 k€ à 5225 k€	3	27
	TOTAL	8	34
Total des marchés 2015		58	131

La cellule commande publique a dû faire face en 2016 au lancement simultané sur différentes opérations immobilières des marchés de travaux afférents, ce qui a nécessité, malgré le recours à des assistants à maîtrise d'ouvrage, un lourd travail de lancement de ces marchés, de suivi et de contrôle des analyses effectuées, en lien avec le Groupement de soutien technique et logistique.

IV. – Les systèmes d'informations et les transmissions

A. Le développement et la production informatiques

Projet et activités menés en 2015

Administration des bases de données :

Suite à l'audit SQL ayant eu lieu fin 2014, quelques prestations d'assistance dans l'administration des nouvelles bases SQL nous ont conduit à la consolidation des bases de données existantes, à la mise en place d'un serveur unique SQL server (qui à terme devrait intégrer l'ensemble de nos bases de données) et à la réalisation d'un ensemble de tâches associées :

- réécriture des procédures stockées qui automatisent les traitements (alimentation des CRSS depuis le CTA, alerte automatique des officiers sur engagement de la VL CODIS, Info média, info média par secteur (Pays haut), info Commune (Heillecourt, St Max...), ...)
- optimisation de certains traitements lourds, tels que la disponibilité des agents (plusieurs millions d'enregistrements par année) passant de plusieurs dizaines de secondes à quelques secondes.
- mise en place du « nouvel » organigramme du SDIS dans l'ensemble des bases de données
- développement de statistiques dynamiques (substitution, disponibilité, effectifs, nb inter par commune/par nature, ...)

- mise en place d'un nouveau serveur pour le logiciel RH CEGID
- nettoyage du numéro RFGI du poste Antares dans les véhicules, qui permet d'identifier le véhicule dans la base GIPSI, dans le serveur AVL (serveur de liaison à ANTARES) et ainsi de le géolocaliser par la remontée des coordonnées remontées à travers Antares.

Développements :

Parmi les développements majeurs réalisés cette année, figurent :

- la mise à jour du logiciel de gestion des opérations multiples : ce logiciel était depuis de nombreuses années basé sur des données locales qu'il fallait remettre à jour régulièrement ; cette mise à jour a permis d'utiliser les données de référence directement depuis l'entrepôt de données mis à jour toutes les nuits, mais également de simplifier le déploiement du logiciel, qui nécessitait auparavant une installation spécifique à chaque poste et à chaque modification. L'installation prend désormais en charge les mises à jour automatiquement : il suffit que le centre démarre son logiciel pour que les mises à jour soient déployées ;
- la mise en place de la pochette électronique en matière de formation ;
- la mise à jour des emplois et des UV formation : la réforme de la formation n'avait pas été appliquée aux emplois et aux formations depuis sa parution. La prise en compte de ces changements a nécessité de nombreuses rencontres avec le GSRH, le GPCO et le SSSM afin de définir de manière exhaustive les changements à apporter aux données présentes dans la base, mais également les changements à apporter à tous les niveaux (mise à jour du paramétrage dans ISIS, mise à jour du paramétrage GIPSI, récupération des données médicales, ...) ;
- la gestion des droits par les profils : la mise en place des profils se fait depuis le portail et détermine à la fois les accès à certaines parties du portail ainsi que les accès aux outils ;
- mise à jour de l'interface avec MEDISAP : les accidents et maladies peuvent être désormais exportés dans le logiciel médical, les ICP sont récupérés automatiquement et affichés dans le livret des agents, consultable par le chef de centre. Surtout, les compétences opérationnelles sont exportées de la formation, uniquement en fonction de l'aptitude médicale acquise par l'agent dans chacune des missions et des spécialités ;
- la mise à jour des données des SPV a nécessité le développement d'un questionnaire SPV pré-rempli avec les informations déjà connues et à compléter par les agents à leur première connexion sur le portail ;
- la gestion de la VLI a également généré des développements particuliers tant dans la saisie des vacances, la gestion des gardes infirmiers que les alertes à destination du SSSM.

Il est à noter que le suivi des incidents logiciels fournis par des prestataires représente une part non négligeable de l'activité.

B. L'administration des systèmes informatiques

Le parc matériel

Durant l'année 2015, environ 100 postes de travail (unités centrales et portables) ont été déployés. Il s'agit pour 2 tiers de rotations « classiques » des postes pour raison d'obsolescence (5 à 6 ans d'ancienneté environ), et le tiers restant pour de nouveaux besoins en informatique.

Bilan du parc actuel :

- Plus de 350 UC et 100 portables
- Plus de 600 écrans
- Plus de 130 moyens d'impression
- 26 vidéoprojecteurs
- Environ 75 serveurs

Suivi des demandes

900 tickets ont été traités durant l'année 2015 par le Service Administration Système et Infrastructure (sans compter les demandes qui passent par les voies traditionnelles : téléphone, mail).

S'y ajoutent toutes les tâches quotidiennes et fondamentales de suivi du parc (déploiement et rotation des machines notamment) et d'administration système des serveurs (suivi et gestion des serveurs de messagerie, anti-virus, sauvegardes, fichiers, Active Directory, superviseur impressions, superviseur parc et déploiement logiciel, etc...).

Projets particuliers menés au long de l'année 2015

→ Renouvellement de l'infrastructure système :

La mise en place fin 2014 et début 2015 de la nouvelle Infrastructure Serveurs avait pour objectif de permettre de meilleures performances et d'améliorer la sécurité des données du SDIS, et a nécessité un transfert de compétences, réalisé par le prestataire de marché Adista, d'un peu plus de 20 journées, portant sur les systèmes de virtualisation, de sauvegarde des données et l'ensemble de l'infrastructure haute disponibilité.

La création de nouveaux serveurs (une dizaine, pour des besoins divers comme les accès distants sécurisés ou la virtualisation d'anciens serveurs physiques) a permis de parfaire les connaissances de l'équipe et a nécessité parfois un travail en collaboration : pour exemple, la virtualisation d'un serveur qui collecte les données des défibrillateurs du département, avec le service de santé (nouveau mode de communication, changement du parc de défibrillateurs et transition « transparente » entre le passage d'un serveur physique à un serveur virtuel).

Enfin, la mise en place d'un nouveau mode de sauvegarde des serveurs virtuels à raison de 2 sauvegardes quotidiennes a demandé de nombreux essais et réglages avant de donner satisfaction. La solution de sauvegarde est maintenant bien en place et permettra de réaliser des restaurations complètes de serveur dans des délais bien plus courts qu'avec l'infrastructure serveurs précédente.

→ Mise en service du camion VPC :

Le VPC colonne est équipé de 2 portables, 1 UC fixe, 1 tableau interactif, 3 écrans et 1 imprimante multifonctions, le tout raccordé en réseau. Chaque ordinateur a longuement été paramétré et testé pour répondre aux besoins exprimés par le GPCO. Le tableau interactif « Smartboard » a nécessité de nombreux réglages puisqu'il s'appuie sur un serveur hébergé dans la nouvelle

infrastructure système à l'Etat-Major, et qu'il communique avec un deuxième tableau situé au CODIS.

→ Active Directory, stratégies et refonte des répertoires de travail associés :

L'ancien Active Directory reposait sur une ossature datant de plus de 10 ans, or aujourd'hui près 1400 comptes et groupes sont répertoriés, permettant d'attribuer à chacun d'entre nous ses accès aux différents fichiers et services du SDIS : une refonte était donc nécessaire.

L'arborescence du principal serveur de fichiers (Zeus) remonte elle aussi à plus de 10 ans : afin de bien sécuriser l'accès aux données aux seules personnes devant y accéder, l'arborescence a dû être revue également.

→ Réécriture des procédures :

Presque toutes les procédures existantes ont été relues et remises à jour, et de nombreuses nouvelles procédures ont été rédigées : l'informatique dispose ainsi actuellement de plus de 100 procédures métiers.

→ Equipped des salles de formation du département :

L'équipement de tout le département en salles de formation avec vidéoprojecteur fixe et UC fixe a pu être achevé en 2015 : chaque Groupement Territorial dispose donc de 2 salles de formation équipées (vidéoprojecteur relié avec une unité centrale, et switch vidéo permettant si besoin de relier le vidéoprojecteur à un ordinateur portable quelconque).

C. Les transmissions

Le service transmissions, de par son rôle transversal de soutien, est sollicité dans la majorité des projets du service technique et du service OPE. La participation à ces projets, souvent imprévus ou non planifiés, impacte également les tâches quotidiennes ainsi que les projets intrinsèques au service.

Les activités et projets menés en 2015

Au cours de cette année, différents projets ont été menés en transversalité avec d'autres services :

- L'accompagnement et la réalisation du VPC lourd.
- La publication du marché réseau.
- Le déploiement des réseaux électriques ondulés dans les CPII
- Le rééquipement complet des postes opérateurs du CTA en téléphonie et radio

Parmi les autres projets notables, on note :

- diverses études et installations : postes ATEX , accès fiabilisé de niveau 3 (gestion future des 18 et 112 à Kléber), FH sur le nouveau pylône de Kleber
- la publication de marchés : nouvelle infrastructure réseau et Télécom sur le site de Kleber, du nouveau réseau RDA (réseau départemental d'alerte), nouveau réseau GPRS
- l'amélioration de la couverture radio de certains centres
- la programmation réseau pour l'inclure dans le réseau Lan la nouvelle liaison satellitaire ASTRIUM

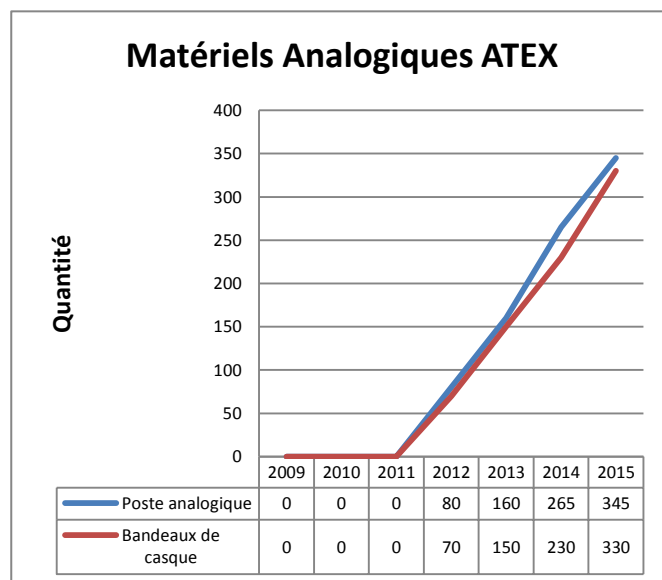
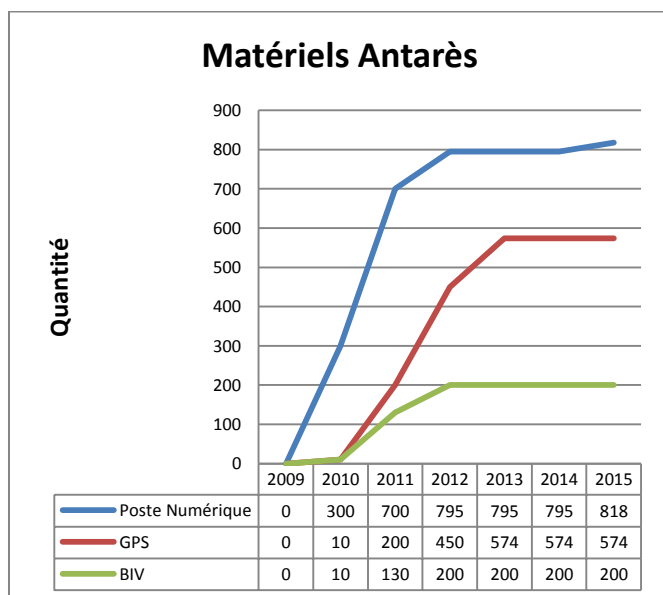
- l'installation et la programmation pour mise en place de 2 Firewall montés en haute Disponibilité
- plusieurs études menées en vue de redimensionner les accès SDSL et les FW (pour gérer les 2500 bips GRPS connectés au SGO), remplacer un serveur de la gestion des autocommutateurs du département.

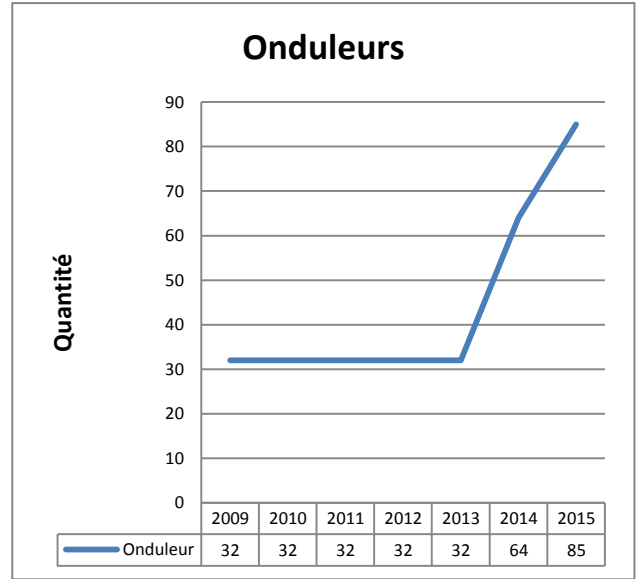
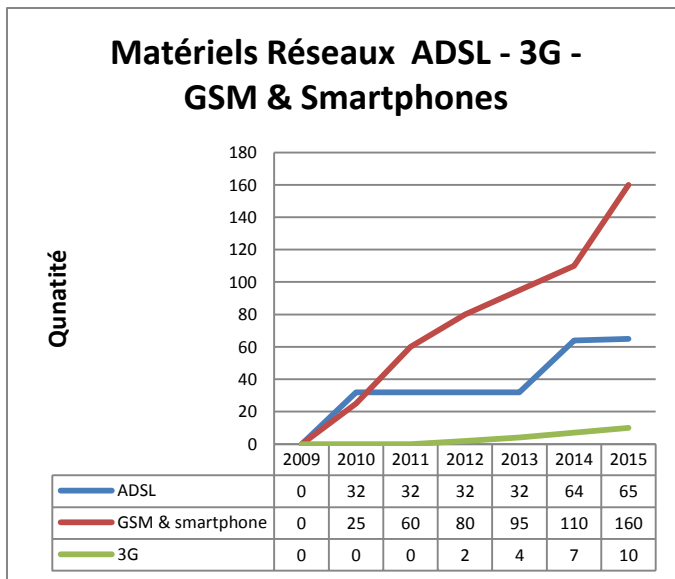
Les acquisitions de matériels en 2015

- 20 récepteurs d'alerte POCSAG
- 20 switchs administrables
- 50 batteries de TPH700
- 5 Routeurs 3G
- 1 Matrice réseau
- 20 émetteurs récepteurs mobiles Antarès
- 20 émetteurs récepteurs portatifs Antarès
- 96 émetteurs récepteurs portatifs ATEX analogiques
- 80 Bandeaux de casque
- 20 BIV
- 20 boîtiers GPS
- 30 Pilotbox
- 12 onduleurs
- 1 Faisceaux Hertzien à 23 Ghz
- 2 GatePro

Il est à noter une **importante** augmentation des matériels depuis plusieurs années avec un personnel constant pour la gestion du parc. Les causes sont multiples :

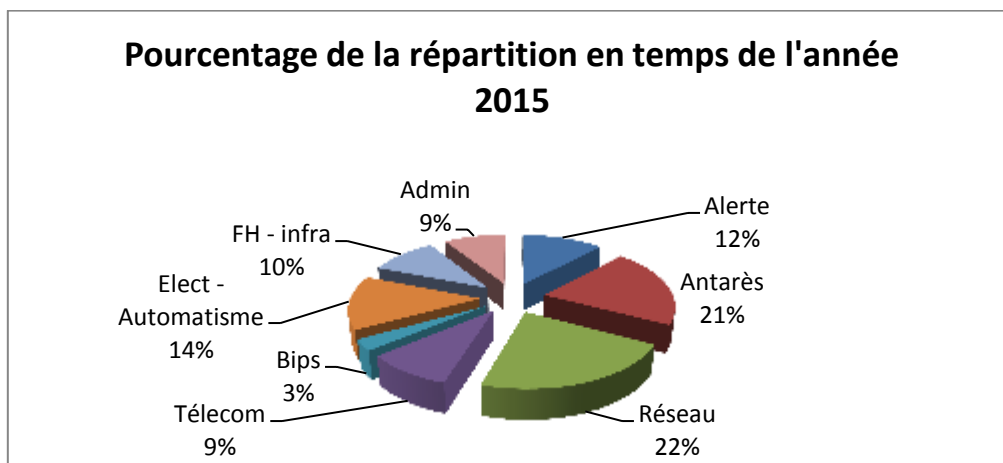
- Matériels Boosters, PilotBox, BIV etc... qui n'existaient pas en réseau analogique
- Distribution de téléphones GSM et de Smartphones
- Mise en place des réseaux informatiques et des onduleurs dans les CPII
- Nouveaux postes analogiques et DMR ATEX, nouveaux bandeaux de casque





Au-delà, l'activité du service tient pour une grande partie au suivi des demandes. Ainsi, environ 1872 tickets ont été traités durant l'année 2015 par le service (auxquels il faut ajouter environ 30% du fait des demandes passant par les voies traditionnelles), équivalent à 716 jours d'activité.

Au total le temps de travail du service peut se répartir comme suit :



Il est à noter que le renouvellement des clés de cryptage, liée au réseau Antarès, non comptabilisé ci-dessus, mobilise un technicien à temps plein durant 6 mois, tous les 2 ans.